

Santé Protection Animale et Environnement
44 rue Alexandre Dumas
80094 Amiens Cedex 3
03 22 70 15 80
ddpp@somme.gouv.fr

AMIENS, le 23/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SCEA COTE DE LA JUSTICE

RTE DU PLESSIEL
80132 BUIGNY ST MACLOU

Références : DDPP80 2022 03744
Code AIOT : 0005101753

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement SCEA COTE DE LA JUSTICE implanté RTE DU PLESSIEL 80132 BUIGNY ST MACLOU. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA COTE DE LA JUSTICE
- RTE DU PLESSIEL 80132 BUIGNY ST MACLOU
- Code AIOT : 0005101753
- Régime : Autorisation

La SCEA COTE DE LA JUSTICE est une exploitation de vaches laitières soumise à autorisation et dont la cessation d'activité laitière a été notifiée au Préfet le 3 décembre 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité laitière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un

examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 44	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
2	Déclaration de cessation d'activité	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'épandage est à fournir afin de justifier de l'élimination des effluents d'élevage issus de l'activité laitière de la SCEA COTE DE LA JUSTICE.

Le mémoire de cessation d'activité est à mettre à jour en fonction de la situation actuelle du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 44
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 et R. 515-75 du code de l'environnement lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site compatible avec un usage agricole, sauf lorsque l'arrêté préfectoral en dispose autrement.
Constats : Absence de bovin sur le site. Les installations (caillebotis, cornadis...) ont été démonté. le bâtiment d'élevage a été réaménagé en bâtiment de stockage. Les équipements de traite sont en cours de démontage et sont vendus. Les différents éléments ainsi que de la ferraille sont stockés un peu partout sur le site et sont en attente de récupération par l'acheteur. Les bureaux sont en cours de réaménagement (présence de cloisons cassées). Le stockage du lin initialement prévu par le mémoire de cessation d'activité transmis le 13 janvier 2022 est abandonné au profit des pommes de terre. Absence de stockage de lin sur le site. L'activité "pommes de terre" comporte: - 3 chambres froides pour le stockage des pommes de terre (1 en cours d'utilisation) - un local de calibrage des pommes de terre (en cours d'activité) - la fosse pour le stockage des effluents n'a pu être ouverte, la grue n'étant pas disponible pour soulever l'ouverture. Au travers de la canalisation présence observé d'un liquide beaucoup plus clair que des effluents d'élevage. Absence d'odeur constaté. Transmission attendue du cahier d'épandage des épandages réalisés. Le site comporte également: - un stockage de composte végétal, utilisé pour la fertilisation des champs de pommes de terre. - un stockage de paille utilisé pour le paillage dans les champs de pommes de terre.
Observations : L'exploitant déclare: - dans l'avenir il n'y aura que l'activité exclusive de pommes de terre - la fosse a été vidée et est désormais utiliser pour la récupération des eaux de lavage des pommes de terre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Déclaration de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R512-39-1
Thème(s) : Élevage, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3. Constats : La notification de cessation d'activité laitière de la SCEA COTE DE LA JUSTICE à compter du 1er janvier 2021 a été effectué par courrier avec accusé de réception (n° 1A 192 318 241 25) en date du 3 décembre 2020. Le mémoire de cessation d'activité a été transmis par courrier électronique en date du 12 janvier 2022. Le mémoire de cessation d'activité est à mettre à jour en fonction de la situation actuelle du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours